

Cote du document:	<u>EB 2018/123/INF.6</u>
Date:	<u>19 avril 2018</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Français</u>

F



Investir dans les populations rurales

Discours d'ouverture du  
Président Gilbert F. Houngbo

Conseil d'administration — Cent vingt-troisième session  
Rome, 16-17 avril 2018

---

Pour: Information

## Discours d'ouverture

Laissez-moi tout d'abord vous souhaiter la bienvenue à cette cent vingt-troisième session du Conseil d'administration du FIDA.

Étant donné qu'elle représente notre première session de l'année et la première session du Conseil d'administration nouvellement recomposé, qu'il me soit permis de féliciter les nouveaux membres représentants accrédités à ce Conseil d'administration. Je crois comprendre que nous avons l'Ambassadrice de Finlande, Mme Anna Gebremedhin qui nous a rejoint et, du Cameroun, M. Médi MOUNGUI qui vient de nous rejoindre et qui est certainement déjà connu par la plupart d'entre vous.

Je souhaite aussi la bienvenue aux représentants des autres membres et membres suppléants, à ceux qui assistent au Conseil d'administration pour la première fois et aux collègues qui sont en salle d'écoute.

Je suis particulièrement heureux de souhaiter la bienvenue aux observateurs du PAM et de la FAO qui ont pu faire le déplacement, tirant des leçons des derniers échanges que nous avons eues notamment avec les Coordinateurs et Amis, sur l'importance d'inviter les collègues à titre d'observateur dans le cadre de la coopération au sein des agences romaines.

Permettez-moi d'exprimer maintenant notre grande tristesse pour la tragédie nationale que traverse l'Algérie suite à la catastrophe aérienne que le pays a connue mercredi dernier. Toutes nos pensées vont aux familles des victimes et au peuple frère algérien.

L'année 2018 sera une année chargée. C'est la dernière année de FIDA10 et nous mettons bien évidemment tout en œuvre pour respecter les engagements pris dans ce cadre. Mais 2018 est aussi une année importante pour la reconstitution des fonds de FIDA11 et pour le programme de transformation du Fonds.

L'année dernière, le FIDA s'est engagé dans un programme ambitieux de transformation pour accroître son impact et contribuer encore plus efficacement à la réalisation des objectifs de développement durable.

Nous sommes en pleine mise en œuvre de la réforme, notamment le programme de décentralisation relatif à la proportion du personnel hors Rome, qui passera de 15 à 27% lorsque tout aura été bouclé.

Nous faisons le nécessaire pour que sa mise en œuvre se fasse en concertation avec le personnel dans son ensemble et particulièrement avec les représentants du personnel et, bien évidemment, nous tenons compte également des impératifs scolaires pour les collègues qui ont des enfants en bas âge.

La première vague de réaffectation, qui concernait à peu près 64 postes du département des opérations (PMD) devrait se terminer fin avril. Une seconde vague suivra et concernera environ 46 membres du personnel technique, financier et opérationnel (PMI, FMD et ECG).

Nous recalibrons aussi nos processus opérationnels et, pour commencer, le processus de conception des projets dont nous avons déjà parlé. Comment réviser le temps que nous mettons depuis la conception du projet jusqu'à son approbation par le Conseil d'administration et la signature du prêt avec le pays emprunteur et ce, sans affecter les contrôles clés actuels, que nous devons aussi réviser, pour nous assurer que la qualité n'en souffre pas.

Dans les prochains mois, nous devrions aussi examiner les structures et comités décisionnels du Fonds et ses services institutionnels. Je parle ici des départements qui sont considérés comme en-dehors de PMD et de FOD.

Cette transformation du FIDA est dans la droite ligne du repositionnement du système des Nations Unies voulu par le Secrétaire Général.

En février dernier, nous avons conclu avec succès la Onzième reconstitution des ressources. Les États membres ont convenu d'une augmentation de 10% du programme de prêts et dons pour un total de 3,5 milliards d'USD pour la période 2019-2021.

Dans ce contexte, il faut noter que les annonces de contribution déjà formulées s'élèvent à 873 millions d'USD, correspondant à des contributions de base et des contributions complémentaires non affectées. Nous avons atteint environ 70% de notre objectif de 1,2 milliard d'USD pour FIDA11. Nous avons aussi enregistré 27 millions d'USD de contributions au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette.

Je remercie très sincèrement tous les États qui ont annoncé leur contribution, ceux qui ont déjà effectué un versement et ceux qui ont déposé leur instrument de contribution.

Mais faut-il encore le rappeler? Nos ambitions sont grandes et les petits agriculteurs et leurs familles ont besoin de plus, en particulier ceux qui vivent dans des conditions de fragilité. La mobilisation de ressources se poursuit donc et nous accélérons nos efforts pour solliciter des contributions complémentaires non affectées dans les domaines de l'égalité entre les sexes, de la nutrition, de la jeunesse, du changement climatique et de l'environnement.

Nous sommes méthodiquement engagés dans nos efforts de mobilisation de ces ressources. Nous le sommes tout autant pour revoir notre modèle financier nécessaire aux respects de nos engagements de FIDA11.

Notre Conseil d'administration aura à se pencher en 2018 sur plusieurs dossiers qu'on pourrait qualifier d'un peu complexes. Je fais référence au Cadre de transition et à la revue financière intégrale incluant l'architecture financière, l'évaluation des risques financiers et opérationnels et l'étude de faisabilité quant à l'accès aux marchés financiers, des résultats qui devront être présentés pour examen durant FIDA12.

Comme vous le savez, l'évaluation de notre architecture financière menée par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA sera présentée au Conseil d'administration de septembre.

Toutes ces analyses, avant même de les présenter dans le cadre de FIDA12, devront permettre au Conseil d'administration et à l'équipe de gestion de prendre les décisions jugées nécessaires sur l'orientation stratégique mais aussi politique en matière d'approfondissement et d'élargissement des ressources de base.

Par ailleurs, nous demeurons extrêmement vigilants concernant nos 14 engagements pris dans le cadre de FIDA11 et nos collègues ont déjà mis en place un système rigoureux de suivi incluant des indicateurs mesurables.

Je parle beaucoup de FIDA11. Mais il ne faut pas oublier que nous n'avons pas encore bouclé FIDA10. Nous sommes ainsi sur la bonne voie pour atteindre notre objectif d'un programme de prêts et dons de 3,2 milliards. Le montant des projets et programmes approuvés jusqu'à présent s'élève à 2,2 milliards.

Ces deux prochains jours, vous serez appelés à approuver huit propositions de projets ou de programmes pour un montant de 485 millions d'USD. Cela inclut les propositions sous procédure de défaut d'opposition. La plupart d'entre-elles ont fait l'objet de discussions approfondies avec nos membres.

Concernant le projet d'appui à la production d'huile de palme en Ouganda, je voudrais sincèrement, mes équipes et moi-même, vous remercier pour les orientations et les conseils que vous nous avez fournis. Ces multiples échanges nous ont permis de figoler notre produit et d'arriver à un produit fini répondant aux

aspirations légitimes de nous tous, pour la mise en œuvre d'un projet très prometteur en matière de lutte contre la pauvreté et de promotion de l'emploi des jeunes mais en même temps qui garantisse le respect des principes fondamentaux en matière de durabilité environnementale et sociale. Ce projet me fait beaucoup penser à l'Objectif de développement durable 8.

Ces derniers mois, nous avons assisté avec peine à ce que les médias ont révélé en matière de harcèlement, d'exploitation et d'atteintes sexuelles dans le monde du développement.

Il nous faut être clair et sans ambages: le FIDA ne saurait tolérer de tels comportements vils et répréhensibles, que ce soit en interne ou en externe, notamment au sein des pays et des communautés que nous servons.

Le Fonds dispose déjà d'un système solide en la matière. Mais pour le renforcer, nous venons d'adopter une nouvelle politique et celle-ci est accessible sur la plateforme des États membres.

Je réaffirme, et nous aurons l'occasion d'en débattre, nos valeurs fondamentales et notre détermination à les défendre.

En décembre dernier, nous avons donné suite aux plaintes concernant des harcèlements. Nous avons déjà eu, avant même d'adopter la nouvelle politique, à procéder à des mises à jour de nos pratiques en interne. C'est dire que le FIDA accordait et accorde déjà une attention particulière à cette question avant les dernières révélations qui nous ont tous choqués.

Nous aurons aussi à discuter de la résolution des Nations Unies relative à l'âge obligatoire de la séparation à 65 ans (MAS 65) pour le personnel recruté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Nous en parlerons demain, en début d'après-midi, mais je serais heureux de le faire en fin de journée aujourd'hui si l'avancée de nos travaux le permet et je voudrais vous proposer également que ce point soit débattu à huis clos.

Nous avons fixé au 1<sup>er</sup> Janvier 2020 l'entrée en vigueur de cette mesure, et ce, sur la base de considérations pragmatiques notamment liées à notre promesse faite publiquement au personnel, et comme je l'ai répété au Conseil d'administration, d'éviter tout licenciement dans le cadre de la réforme. Mais il s'agit aussi de nous conférer un minimum de flexibilité dans le cadre du renouvellement de l'ensemble de l'équipe dirigeante. Je me permets aussi de réaffirmer ma prédisposition à considérer des dérogations éventuelles sur la base des intérêts du FIDA et sur la base de la performance des membres du personnel et autres.

Permettez-moi, pour clôturer mes propos, de rappeler mon attachement à l'esprit constructif et coopératif entre le Conseil et l'équipe dirigeante. Cet esprit de coopération qui est devenu, me semble-t-il, partie intégrante de l'ADN de notre gouvernance.

C'est donc avec grand plaisir et, avec votre permission, que je déclare ouverte la cent vingt-troisième session du Conseil d'administration.